

Infos > Tarn et Garonne > [Lourdes réquisitions contre la maire de Montauban, Brigitte Barèges, poursuivie pour détournement de fonds publics](#)

## Lourdes réquisitions contre la maire de Montauban, Brigitte Barèges, poursuivie pour détournement de fonds publics



TARN ET GARONNE 11/12/2020 00:20 modifié le 11/12/2020 à 01:43

Par [Brice Vidal](#)



Autres infos dans : Tarn et Garonne

15/03/2021 17:03 De Montauban, Emmanuel Macron suspend l'utilisation en France du vaccin Astra Zeneca

09/03/2021 12:44 Emmanuel Macron à Montauban pour un sommet franco-espagnol lundi

08/03/2021 15:46 L'annulation du festival Montauban en scènes 2021

26/02/2021 08:38 Axel de Labriolle est le nouveau maire de Montauban

16/02/2021 11:31 Montauban : deux jeunes hommes retrouvés morts dans une voiture accidentée

09/02/2021 14:54 Coup de tonnerre : Brigitte Barèges ne sera bientôt plus maire de Montauban

03/02/2021 15:32 Un bébé de 14 mois et son père sauvés de la noyade par les pompiers près de Montauban

25/01/2021 22:28 Tarn-et-Garonne: démantèlement d'une filière de travailleurs agricoles marocains

## La maire est accusée d'avoir utilisé des fonds publics pour sa propagande électorale dans Le Petit Journal.

Un dossier tentaculaire. Brigitte Barèges, la maire de Montauban comparaisait au tribunal correctionnel à Toulouse, ce jeudi. Le patronne LR est accusée du détournement des fonds publics de sa commune, plusieurs prévenus comparaissent à divers niveaux pour recel et complicité.

### Mélange des genres

Le Petit Journal a-t-il été un organe de communication politique pour la maire et cheffe de file de la droite tarn-et-garonnaise, après le recrutement de Jean-Paul Fourment - également au banc des prévenus ? Du 3 septembre 2012 au 8 février 2014, l'édile LR aurait fait rémunérer cette plume du Petit Journal, à temps plein, par la ville de Montauban. La parution aurait par la suite mis les bouchées doubles pour soutenir B. Barèges : "Paga (le directeur de la publication est aussi prévenu dans ce dossier) facturait tout le travail de Jean-Paul Fourment" dira l'ancien directeur de cabinet Stéphane Bensmaine ; "les textes de Mme Barèges sont prioritaires" écrira un salarié du journal dans un courriel joint au dossier.

### Fourment : chargé de com' de la mairie et journaliste aux ordres du politique

Le journaliste Jean-Paul Fourment était donc chargé de communication de la ville depuis le 2 septembre 2012. S'agissait-il d'un emploi fictif ? C'est ce que pense l'accusation. Le préjudice porte sur 70 à 80 000 euros pendant les 17 mois d'exercice de Jean-Paul Fourment "s'il y a montage je n'en suis pas l'auteur [...] tout ce que j'ai écrit c'était sur commande" lâchera-t-il à l'audience. Brigitte Barèges, est, à cette époque prise pour cible par la puissante Dépêche du Midi. S'estimant censurée elle recrute JP Fourment, obligé "sur ordre de la maire" d'écrire dans le Petit Journal sous un pseudo.

Les mails saisis lors de l'instruction attestent que JP Fourment relaie au Petit Journal la communication de la municipalité in extenso "il faudra changer la photo pour ne pas faire doublon" entre le bulletin municipal et le PJ. "BB souhaitait un article sur ..." S. Bensmaine dénonce pendant sa garde à vue "l'emploi de Mr Fourment par la mairie pour la seule communication politique de Mme Barèges". Ses articles n'épargnent pas la gauche. Face aux enquêteurs JP Fourment dira avoir été "manipulé par Brigitte Barèges". Sauve qui peut...

Pour Me Aurélie Joly, qui défend les intérêts de JP Fourment, son client a été "victime", quand il a été recruté par la mairie "il avait 500 euros par mois comme pigiste". Elle décrit un JP Fourment corvéable à merci une fois admis dans l'aréopage de la droite montalbanaise.

### Le clan Barèges dénonce l'inanité des poursuites

Alain Paga, le directeur de publication du Petit Journal "un journal de droite" aura le mérite d'assumer à l'audience : "sans le Petit Journal Brigitte Barèges aurait été balayée" assène-t-il ; "je n'ai qu'un seul ennemi : Jean-Michel Baylet" lâche celui qui reconnaît avoir facturé à la ville les pages "sans même les relire".

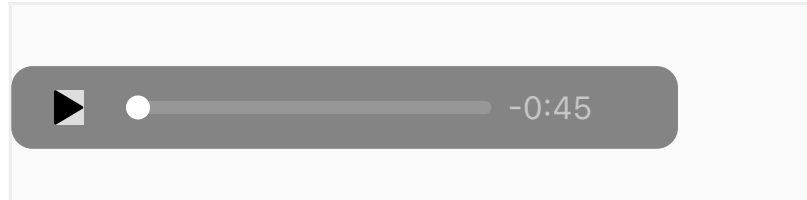
L'avocat de Brigitte Barèges Me Laurent De Caunes demandera la nullité de la procédure estimant les charges "insuffisantes", "nous n'avons rien en terme d'identification des achats par la ville". Dans sa plaidoirie, il rappellera le contexte politico-médiatique, la guerre larvée entre la ville de Montauban et la puissante Dépêche du Midi dirigée par Jean-Michel Baylet. La Dépêche qui possédait en la personne de Stéphane Bensmaine un informateur de choix...

Laurence Got Villier, ancienne collaboratrice de BB décrira "une femme intègre avec une grande exigence de travail" dont le défaut a été "de faire confiance à Bensmaine et Fourment". Elle soulignera le contexte politique "très particulier" du Tarn-et-Garonne "je n'ai vu ça nulle part ailleurs" confiera-t-elle. "Oui..." lâchera le Président Bonhomme, laconique.

### Réquisitions lourdes et les larmes de la maire

Le parquet a requis 18 à 24 mois de prison avec sursis à l'encontre de Brigitte Barèges, 15 000 € d'amende mais surtout 5 ans d'inéligibilité avec exécution provisoire. Si les juges suivent le ministère public, elle devra démissionner. Même si elle fait appel.

La maire accusard le coup au sortir de l'audience vers 23h30 : "j'ai compris quand j'ai lu l'article du Canard Enchaîné il y a 15 jours : Jean Castex dit avoir sensibilisé le ministre de la Justice sur mon cas [après son appel aux commerçants à la désobéissance civile]. Le parquet est aux ordres du gouvernement et je suis ciblée par un gouvernement qui n'est pas de mon bord." Elle ajoute, des sanglots dans la voix "j'ai confiance dans les juges, mais je suis très humiliée moi qui pendant 30 ans ai exercé le métier d'avocat. Mon premier combat ça a été celui contre la corruption au côté du juge Jean-Pierre".



Le parquet requiert 10 à 12 mois avec sursis à l'égard de Jean-Paul Fourment. 12 mois et 5000 euros d'amende contre le directeur de publication du Petit Journal Alain Paga et 30 000 € d'amende pour la société éditrice du Petit Journal.

Le délibéré sera rendu le 9 février.

### TOUTES LES INFOS

## Voir aussi

TARN ET GARONNE 15/03/2021 17:03



De Montauban, Emmanuel Macron suspend l'utilisation en France du vaccin Astra Zeneca

...

TARN ET GARONNE 09/03/2021 12:44



Emmanuel Macron à Montauban pour un sommet franco-espagnol lundi

...

TARN ET GARONNE 08/03/2021 15:46



L'annulation du festival Montauban en scènes 2021

...

### LES ÉMISSIONS

100% Français  
100% Loisirs  
100% Reveil  
Bonne fin de Journée !  
Jour de marché  
La fiesta 100%  
La playlist  
La playlist du dimanche  
La playlist du Samedi  
Laurent Febvay  
Le 10 13  
Les Experts Météo  
On chasse l'emploi  
On se fait du bien

### 100% RADIOS

Fréquences  
Les infos  
Événements  
L'équipe  
Mentions légales  
Réalisé par i2N

### SUIVEZ NOUS

